

06.10.2016

Une crise ? Quelle crise ?



Ottmar Ilchmann ©Neubörger&Cloppenburg

À entendre et lire certains communiqués des derniers jours, on pourrait avoir l'impression que la crise du lait est terminée. La tendance des marchés se raffermi, le beurre est demandé et son prix en magasin augmente discrètement, le lait a vraiment de la valeur sur les marchés spot à 37 centimes aux Pays-Bas, l'indicateur de la Bourse de Kiel est remonté à 27 centimes et certaines laiteries ont même commencé à augmenter modérément les prix payés aux producteurs. La légère tendance à la hausse semble donc avoir désormais atteint jusqu'aux maillons les plus faibles de la chaîne de valeur, les éleveurs laitiers ; à moins qu'ils n'aient la mauvaise fortune de livrer à DMK, la laiterie phare, auquel cas il leur faudra patienter encore un peu. Les représentants des syndicats agricoles pavoisent, envisagent déjà la perspective mirobolante de 30 centimes d'ici à la fin de l'année et clament que de nombreuses exploitations survivront à la crise. Formidable !

Le marché a-t-il donc réglé la crise ? Pouvons-nous donc passer à la suite, continuer à traire, augmenter la production, chercher de nouveaux débouchés, comme si de rien n'était ? Absolument pas ! Pour mémoire : les prix sont partout encore inférieurs de 15 centimes au niveau permettant de couvrir les coûts ; les exploitations luttent avec l'énergie du désespoir pour leur survie ; la résignation, le désespoir et une atmosphère de fin du monde règnent dans de nombreuses fermes et familles. Beaucoup vont encore devoir mettre la clé sous la porte et ils le feront au moment où la tendance repartira un peu à la hausse afin d'obtenir un meilleur prix pour leurs animaux, leurs machines et leurs terres. La plupart des agriculteurs sont vraiment écœurés car ils ont compris que cette crise n'est pas un dysfonctionnement d'un système autrement bien huilé mais une conséquence directe de ce système, qui ne sert que les intérêts des laiteries et du négoce. Ceux-ci, ainsi que le syndicat agricole et la politique allemande qui a suivi ses injonctions, refusent toujours de reconnaître leur part de responsabilité et d'en tirer les conséquences. Les politiques européenne et allemande avancent désormais à petits pas dans la bonne direction ; elles proposent un programme de réduction des volumes de 150 millions d'euros et d'autres fonds doivent être liés à un contrôle des volumes : cela aurait été impensable il y a encore quelques mois !

Ces succès doivent être portés au crédit de la lutte acharnée menée par de nombreux agriculteurs, notamment par des membres de l'AbL. M. Schmidt et son ministère ont dû accepter notre projet, à contrecœur, car eux-mêmes étaient totalement désemparés et démunis. La mise en œuvre en reste toutefois timorée, semée de tracasseries administratives et à trop petite échelle, à l'évidence dans l'espoir que la crise soit terminée avant que les instruments de règlement de crise ne fassent leur effet. Le ministre français de l'agriculture a une approche différente ; il ajoute 10 centimes aux 14 centimes par litre versés par l'UE mais seulement pour les exploitations qui continuent de produire, afin que la reprise qui s'amorce profite justement à ces exploitations et que celle-ci s'accélère. Et nos laiteries dans tout cela ? Elles ont refusé durement pendant des mois de mettre en œuvre dans le secteur la réduction décidée au niveau politique et il leur arrive encore maintenant de déconseiller à leurs fournisseurs d'y participer. Cela montre bien que ce qui les intéresse surtout est de disposer de grandes quantités de lait à bas prix.

À l'opposé, la laiterie néerlandaise Friesland/Campina soutient la réduction d'État avec un bonus de 10 centimes financé par la laiterie, dans le but déclaré d'augmenter la valeur ajoutée du lait. Ailleurs, les choses peuvent donc fonctionner autrement qu'en Allemagne, où une alliance contre nature entre un syndicat agricole, les laiteries et le monde politique conduit à voir

foulés aux pieds les intérêts des agriculteurs.

Le rôle important de l'AbL est de souligner cet état de fait et de proposer des alternatives. C'est pourquoi elle est partout aux côtés des agriculteurs quand ceux-ci résistent et cherchent à attirer l'attention sur leur situation au moyen d'actions de communication. L'AbL est également en première ligne quand il s'agit de proposer des alternatives à l'impératif de la croissance, à l'intensification permanente et à l'orientation à l'export. Un autre style de production laitière est possible : durable, respectueuse des animaux et en harmonie avec la société. C'est pourquoi nous faisons progresser, avec des collègues du secteur, des initiatives comme une alimentation adaptée aux ruminants avec moins de fourrage concentré, la production de lait de pâturage, le lait sans OGM ou bio. L'un ne va pas sans l'autre : la résistance et l'initiative sont les deux faces d'une même pièce !

Ottmar Ilchmann, vice-président de l'AbL

[<<< back](#)